

CATASTROPHES

# Autopsie des secours d'urgence

*Après des séismes comme ceux d'El Asnam ou d'Acerno, la demande de secours est aussi énorme que brutale. Christine Cottin fait l'autopsie du plan Orsec à l'échelle planétaire mis en place pour y faire face*

SIX semaines à peine après El Asnam, Acerno. Un violent séisme atteignant une amplitude de 6,5 à 6,8 sur l'échelle de Richter a secoué, dimanche 23 novembre à 19 h 34, une région montagneuse située au sud-est de Naples.

Une quarantaine de villes et de villages sont touchés. Au moins trois mille morts. Une catastrophe qui n'est pas sans rappeler celle d'Udine, en 1976, qui avait tué neuf cent quatre-vingts personnes, mais d'une importance bien moindre que celle de Messine et Reggio-de-Calabre en 1908 (123 000 morts) ou celle d'Avezzano en 1915 (30 000 morts).

Face à ces grandes catastrophes naturelles, les hommes ne peuvent guère que dresser des constats et réparer les dégâts. Pour les constats, on sait maintenant que Skopje (Yougoslavie), Udine (Italie), le Vésuve, l'Etna, le Stromboli sont probablement à la jonction de ces deux plaques sur le prolongement de laquelle se trouvent, à l'ouest, El Asnam, à l'est, Santorin et la Turquie.

Quant à la réparation des dégâts, c'est incontestablement à ce niveau que les plus grands progrès ont été accomplis. On l'a vu pour El Asnam : quelques heures après le séisme, des équipes d'urgence internationales étaient déjà à pied-d'œuvre pour aider l'Algérie à faire face à une demande de secours aussi énorme que brutale.

Dans un contexte de catastrophes naturelles — séismes, éruptions volcaniques, inondations, incendies de forêts, avalanches — ou liées à des constructions humaines — rupture de barrages, de digues, incendies de grands ensembles urbains, accidents des grands moyens de communication — l'expérience l'a prouvé : pour atteindre une efficacité maximale, il faut une organisation rigoureuse. Avec sa structure de plan Orsec, la France s'est dotée d'un outil qui fait des envieux dans le monde entier. Conçu comme une spirale dont le centre est sur le lieu de la catastrophe et qui s'élargit suivant l'importance des dégâts, ce plan prévoit la mobilisation des moyens à partir des autorités locales qui peuvent faire appel aux autorités départementales puis régionales, voire nationales si cela se révèle nécessaire. Dans chaque département, le préfet a à sa disposition, en cas d'urgence, un état-major composé de trois bureaux (renseignements, opérations, logistique) et cinq services (liaison-transmission; police-enseignement; soins médicaux-entraide; transports-travaux) qui constitue le p.c. fixe en liaison permanente avec le p.c. opé-

rationnel monté, lui, aux abords de la zone sinistrée.

Fort bien vu. Oui mais voilà, comme le constate le Pr Pierre Huguenard, chef de service du département anesthésie-réanimation à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil et responsable du Samu pour le Val-de-Marne, « dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre d'El Asnam, je ne sais pas si l'Undro s'en est mêlé. Dans tous les cas, nous n'en avons pas entendu parler ». Moyennant quoi, en France, l'annonce du séisme en Algérie a donné lieu à un éventail de réactions très variées, des plus efficaces aux plus vaines, suivant l'esprit de décision du responsable au sommet concerné.

En cas de catastrophe, tout le monde le dit : ce sont les toutes premières heures qui comptent le plus et qui permettent de conduire les actions de sauvetage les plus efficaces. Une notion que personne ne perd de vue chez les professionnels des urgences. Surtout pas le directeur du Samu (service d'aide médicale urgente) de Paris, le professeur Cara.

Dans le « Quotidien du médecin » du 18 novembre dernier, il déclarait à propos d'El Asnam qu'« une telle mobilisation de médecins et de matériel constitue pour le Samu de Paris un excellent exercice ». Et de préciser : « Cela a prouvé que nous sommes capables de mettre en place une telle mission dans un délai de cinq ou six heures. »

Cinq ou six ? Même en refaisant les calculs dans tous les sens, le compte n'est pas bon. Que l'on en juge : la première secousse a eu lieu à El Asnam le vendredi 10 octobre à 13 h 18. La secousse destructrice, elle, a eu lieu, vers 16 heures. L'information n'est parvenue en France qu'à 17 heures. Un peu tard, mais il est vrai que, dans ce contexte, on a autre chose à faire que d'envoyer des télex. Le Samu de Paris, pour sa part, a été prévenu à 18 h 25. Un délai somme toute acceptable. A un détail près : entre le fait d'être prévenu et le fait d'être en état d'alerte, il y a un monde.

Premier stade : la pré-alerte, décrétée sur ordre du ministère de la Santé le 11 octobre à 9 heures du matin. Cela ne faisait jamais que 17 heures que les blessés agonisaient dans les décombres d'El Asnam. On a ensuite envoyé des « missions exploratoires » qui sont parties le 12 octobre à 12 heures et sont arrivées à Alger 46 heures après la secousse. Enfin, les équipes médicales ont suivi, arrivant à Alger le lundi 13 octobre à 7 h 45. Elles n'ont même pas eu besoin de se rendre à El Asnam. Dans les ruines, depuis deux jours, le plus gros du travail était terminé. Heureusement, pour

la plupart, ces médecins étaient anesthésistes. Compte tenu du nombre d'interventions chirurgicales à effectuer par la suite, ils ont pu être utiles de cette façon. Moyennant quoi, à son corps défendant, cette équipe de spécialistes des urgences a failli jouer le rôle des carabinieri. Une situation d'autant plus vexante que sur place ils ont trouvé, aux côtés des services algériens, des équipes suisses. Le « K team » des Allemands — qui avaient installé un hôpital complet de 800 lits —, les sapeurs-pompiers de la ville de Paris, une équipe de Médecins sans frontières, un détachement de la sécurité civile avec ses chiens et une toute petite équipe du Samu du Val-de-Marne qui n'a pas été entravée dans son fonctionnement par des lourdeurs administratives.

« Nous étions prêts à partir le vendredi soir, mais l'ambassade de France à Alger nous a recommandé de n'arriver qu'au jour. Notre équipe s'est donc pointée le samedi en fin de matinée. » Le professeur Huguenard fait la grimace : presque 24 heures s'étaient écoulées depuis le tremblement de terre. C'est trop.

Sur place, une grande partie du travail était fait. Dans un premier temps, le directeur des secours médicaux les a affectés au tri. Sous un grand hangar des tables en rang d'oignons. C'est là que les brancardiers de la Noria 1 déposent les victimes qu'ils sont allés chercher sur le lieu même du sinistre avec des jeeps quand c'est possible, sinon à bras d'hommes avec des brancards.

Le « trieur » est le médecin d'urgence super-qualifié, qui doit être capable en quelques minutes de faire un diagnostic pour orienter la victime dans le circuit de soins que son état nécessite. C'est la valse des étiquettes : rouge pour les blessés en danger de mort immédiate à traiter en extrême-urgence ou dans un délai n'excédant pas 4 à 5 heures. Jaune pour les blessés pouvant être opérés dans un délai de 12 à 24 heures. Vert pour les petits blessés. Noire pour les morts. Sous ce même hangar est pratiquée la « mise en condition » du blessé, traitement immédiat qui évite bien des morts précoces, améliore les délais de sécurité du traitement retardé, et surtout minimise la gravité de l'urgence. C'est grâce à ce conditionnement que le blessé est rendu transportable et qu'il peut passer par la Noria 2 qui va l'évacuer.

Dans l'ensemble, les secours français envoyés à El Asnam ont été plutôt satisfaisants. Encore faut-il noter que ce sont les militaires de l'Uisc 7 (Unité d'inspection de la sécurité civile n° 7) et les sapeurs-pompiers qui ont été le plus rapidement opérationnels. A ce propos, deux points

restent mystérieux. Pourquoi l'E.m.m.i.r. (Elément militaire mobile d'intervention rapide), qui a un hôpital extrêmement sophistiqué, transportable par Transalt et montable en quelques heures, alors qu'il a été mis en état d'alerte sur la base militaire d'Orléans, n'est-il finalement jamais parti ? La peur que trop d'uniformes français rappellent de mauvais souvenirs aux Algériens suffit-elle à expliquer ce blocage ?

D'un autre côté, à Marseille, les marins-pompier mobilisés sur l'aéroport de Mairgnane n'ont jamais reçu l'ordre de décoller. Alors qu'ils étaient à une heure d'avion de moins que les pompiers de Paris qui, eux, sont partis. Il n'y a que des mauvaises langues qui peuvent penser qu'on n'a peut-être pas souhaité que la gloire d'un sauvetage efficace retombe sur la ville de Gaston Defferre.

Au bout du compte, un constat s'impose : cela aurait pu être encore mieux avec un tant soit peu d'organisation en plus. Mieux vaut sur ce point ne pas compter sur le R.p.r. qui vient de déposer une proposition de loi tendant à la création d'une force d'intervention humanitaire en cas de catastrophe qui fait dresser les cheveux sur la tête de tous les professionnels de l'urgence. D'abord parce que dans le conseil d'administration de cette force d'intervention figurent des représentants du Premier ministre, du ministre de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Transports. Mais pas de la Santé ! On sent là le projet mûrement réfléchi !

Ce qui inquiète bien davantage, c'est le nombre des représentants des associations humanitaires dans ce conseil d'administration. Rien n'effraie plus les professionnels de l'urgence comme la présence de volontaires. « Quand il s'agit de bénévoles qui se mettent au service des autorités, c'est o.k. Ils peuvent même être très utiles reconnaît un médecin de Samu. Mais quand ce sont des volontaires, secouristes de tout poil qui rêvent de mettre en pratique leur brevet, rien ne va plus ! Les boy-scouts friands de B.A., il n'y a rien de tel pour semer la pagaille sur le lieu d'un sinistre ! » En clair, le genre plein de bonne volonté qui veut absolument faire traverser la vieille dame bien qu'elle habite de ce côté de la rue sont priés de s'abstenir. Au risque de provoquer des désastres en retour. A défaut de partager le point de vue, le R.p.r. pourrait s'informer avant de se lancer dans des propositions de loi bâclée. D'autant qu'une loi se révèle de plus en plus indispensable. Les morts dénombrés à ce jour en Italie du sud en apportent le triste témoignage. ●



